

Unité départementale de l'Hérault  
Subdivision H2

Montpellier, le 3 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Sté Méditerranéenne de Nettoyement**  
ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale  
avenue Maurin, BP 1231  
34000 MONTPELLIER

Références : UD34/H2/2022/055

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement Sté Méditerranéenne de Nettoyement implanté ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale avenue Maurin, BP 1231 34000 MONTPELLIER. L'inspection a été annoncée le 02/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sté Méditerranéenne de Nettoyement
- ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale avenue Maurin, BP 1231 34000 MONTPELLIER
- Code AIOT dans GUN : 0006601121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Société Méditerranéenne de Nettoyement appartient au groupe Nicollin, spécialisé dans le domaine de la collecte et du traitement des déchets.

Elle exploite un centre de transit et de tri de déchets industriels non dangereux sur la commune de Montpellier.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle       | Référence réglementaire                               | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------------|---|--|-------------------|
| ESP                            | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6           | /  | Sans objet        |
| Collecte eaux de ruissellement | AP Complémentaire du 21/02/2013, article 3.2 et 4.4.1 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|---|-------------------|
| Lutte incendie           | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'imperméabilisation des voies de circulation à l'arrière du bâtiment de tri devra être effectuée d'ici fin 2022.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : ESP**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique."   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection :<br>- un document informatique destiné au suivi des ESP du site. Ce document comprend l'ensemble des informations prévues au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 ;<br>- le rapport de vérification du compresseur principal daté du 25/06/21 par la société SOCOTEC, 2 observations formulées. L'exploitant présente à l'inspection le justificatif de la levée de l'observation n°1.<br>- le rapport de vérification du compresseur de secours daté du 25/06/21 par la société SOCOTEC, 1 observation formulée.<br><br>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la levée de l'observation n°2 du rapport de vérification du compresseur principal et de l'observation n°1 du rapport de vérification du compresseur de secours. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

**Nom du point de contrôle : Collecte eaux de ruissellement**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2013, article 3.2 et 4.4.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Extrait de l'article 3.2 de l'arrêté n°2013-1-390 du 21 février 2013<br>Accès, voies internes et aires de circulation<br>« Les accès, voies internes et aires de circulation sont dimensionnées, nettement délimités et réglementés en fonction de leur usage, revêtues (béton, bitume, etc.) et maintenus en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation et, en particulier, celle des engins des services d'incendie et de secours. »<br><br>Extrait de l'article 4.4.1 de l'arrêté n°2013-1-390 du 21 février 2013<br>Collecte et traitement des eaux pluviales<br>« L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par les installations et leur activité.<br>Les eaux pluviales tombant à l'intérieur de l'établissement sur les aires de stationnement, les voies de circulation et les voies d'accès sont collectées et dirigées vers un débourbeur déshuileur de classe I avant rejet dans le réseau pluvial communal. » |
| <b>Constats :</b> Lors de la visite il a été constaté que les voies de circulation situées à l'arrière du bâtiment ne sont pas étanches.<br>Cette non-conformité avait déjà été relevée par l'inspection et la réalisation des travaux été initialement prévue à partir de janvier 2019 (courrier de l'exploitant daté du 22 novembre 2017).<br>L'exploitant déclare que les travaux de voirie sont prévus au deuxième semestre 2022.<br><br>Il est demandé à l'exploitant d'imperméabiliser l'ensemble des voies de circulation de l'établissement d'ici la fin de l'année 2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |

**Nom du point de contrôle : Lutte incendie**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle." |
| <b>Constats :</b> Vu le constat de vérification du 09/09/2021 des RIA et des extincteurs par la société SLMI : RAS.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |